



EUROPEAN UNION

Conseil permanent de l'OSCE N° 1160 Vienne, 12 Octobre 2017

Déclaration de l'UE sur la situation des personnes LGBTI en Russie

L'Union européenne regrette que les personnes LGBTI soient encore victimes de violences, discriminations et violations de leurs droits fondamentaux dans plusieurs pays à travers le monde. Elle reste mobilisée pour que ces violations cessent.

Elle continue de suivre avec attention la situation des personnes LGBTI en Tchétchénie. Comme nous l'avons indiqué dans l'enceinte du Conseil de l'Europe la semaine passée, nous invitons les autorités de la Fédération de Russie à nous tenir informés de l'état des lieux de l'enquête qui aurait été lancée il y a plusieurs mois au niveau fédéral.

Nous prenons note des efforts de la déléguée pour les droits de l'Homme, Tatiana Moskalkova, pour faire la lumière sur les violations des droits de l'Homme en Tchétchénie. Nous réitérons toutefois notre appel à ce que toute la lumière soit faite sur les allégations d'arrestations, de détentions illégales, de tortures et d'assassinats de personnes en Tchétchénie sur la base de leur orientation sexuelle réelle ou perçue.

Il appartient aux autorités russes de tout mettre en œuvre pour garantir la sécurité de tous leurs citoyens sans exceptions, de garantir la réhabilitation des victimes et de traduire les responsables en justice.

L'Ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro* et l'Albanie*, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; la Norvège, pays de l'AELE membre de l'Espace économique européen; ainsi que l'Ukraine, Saint-Marin et le Canada se rallient à cette déclaration.

* L'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et l'Albanie continuent à participer au Processus de stabilisation et d'association.